
N^o. C. X X X V.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Jeudi 22 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 20 Avril 1790.

Nouveaux décrets sur les pensions. -- Suite des
décrets sur les dîmes. -- Nouvelles dépréda-
tions dévoilées. -- Équipée ministérielle.

« Sur le rapport de M. Camus, l'assemblée a
décreté que les pensions dues aux officiers suisses
résidant en Suisse, ne sont pas comprises dans la
suspension prononcée par les décrets des 4 et 5
janvier dernier.

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par
lequel je prévenois le public de son escroquerie.

Déclare également que les pensions accordées aux gendarmes de la garde , et aux personnes attachées à ce corps lors de sa suppression , doivent être payées jusqu'à la concurrence de la somme de 600 liv. , conformément au décret du 7 du présent mois. »

A l'ordre du jour, plusieurs articles du projet de décret présenté par le comité des dîmes ont été décrétés comme il suit :

Art. V. « Il n'y aura aucune distinction entre cet objet de service public et les autres dépenses nationales : les contributions publiques seront proportionnées de maniere à y pourvoir , et la répartition en sera faite sur la généralité du royaume , de la maniere qui sera décrétée par l'assemblée nationale.

VI. Il sera incessamment procédé à la liquidation des dîmes inféodées par les assemblées administratives , et de maniere à ce que l'indemnité des propriétaires soit assurée avant l'époque à laquelle leurs dîmes cesseront d'être perçues.

VII. Sont et demeurent exceptés , quant à présent , des dispositions de l'article premier du présent décret , l'ordre de Malthe , les fabriques , les hôpitaux , les maisons et établissemens de charité , et autres , où sont reçus les malades , les colléges , maisons d'institution et de retraite administrées par des ecclésiastiques

ou des corps séculiers, ainsi que les maisons des religieuses occupées à l'éducation publique et au soulagement des malades ; lesquels continueront, comme par le passé, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le corps législatif, d'administrer les biens et de percevoir, durant la présente année seulement, les dîmes dont ils jouissent, sauf à pourvoir, s'il y a lieu, à l'indemnité que pourroit prétendre l'ordre de Malthe, et à subvenir aux besoins que les autres établissemens éprouveroient par la privation des dîmes.

VIII. Tous les ecclésiastiques, corps, maisons et communautés de l'un et de l'autre sexe, autres que ceux exceptés par les articles précédens, continueront de régir et exploiter, durant la présente année, les biens et les dîmes qui ne sont pas donnés à ferme ; à la charge d'en verser le produit entre les mains des receveurs de leurs districts : ils seront néanmoins autorisés à retenir le traitement qui leur aura été accordé.

A l'égard des objets donnés à bail ou à ferme, les fermiers et locataires seront tenus de verser les loyers ou fermages dus pour les fruits de la présente année, aussi à la caisse du district.

Les comptes desdits ecclésiastiques, corps, maisons et communautés, et ceux de leurs loca-

taïtes et fermiers, seront communiqués préalablement à la municipalité du lieu, pour être ensuite vérifiés et appurés par les assemblées administratives ou leurs directoires.

La suite au numéro prochain.

Nouvelles déprédations dévoilées.

J'ai donné le dépouillement du livre rouge, de cette liste infâme de sang-sues de la nation. Aussi-tôt que le registre des décisions sera rendu public, je donnerai le dépouillement de cette liste, plus infâme encore, d'autres sang-sues. Que les ennemis de la révolution et du bien public se déchainent contre moi, dussé-je être coupé par morceaux, je ne cesserai jamais de dénoncer au peuple et les prévarications des magistrats, et les turpitudes des municipaux, et le despotisme des ministres, et les déprédations du trésor public.

Les 6 premières feuilles de l'état nominatif des pensions, traitemens, dons, gratifications, etc. qui se payent sur d'autres caisses que celle du trésor ci-devant royal, viennent de paroître; elles constatent un pillage non moins effrayant que les listes d'antrophages qui dévoreroient le trésor public, sous la protection immédiate des ministres (1).

(1) Le maréchal de Ségur vient d'essayer de se

On y voit une foule de déprédations, et un tissu d'iniquités non moins révoltant que la liste des pensions sur le trésor public. Voici l'ordre de ces matieres infernales.

justifier, par une lettre qu'il a fait insérer avant hier, dans le journal de Paris. Il est réellement curieux de voir la maniere dont ces messieurs se disculpent : un seul passage de cette lettre, mettra le peuple à même de savoir comment on s'y prenoit pour le piller, et avec quelle indécente effronterie on le pilloir. Je copie mot pour mot :
 „ le maréchal de Ségur a été justement blessé de
 „ voir qu'on l'accusoit d'avoir accordé une
 „ pension, de son autorité. (Au voleur!) Il a ré-
 „ pondu qu'il n'en avoit jamais accordé sans l'or-
 „ dre ou l'approbation du roi. (au voleur!) Une des
 „ pieces justificatives présente au public une pen-
 „ sion accordée sous le bon de sa majesté, et avec
 „ la seule approbation du ministre (au voleur!) ;
 „ mais si le comité des pensions, au lieu d'être
 „ conduit par un esprit de malveillance, avoit
 „ été guidé par un esprit de loyauté et de justice,
 „ il auroit su, dans les bureaux de la guerre,
 „ que d'après l'aven du roi, les ministres de la
 „ guerre étoient autorisés à accorder, sans son
 „ bon, toutes les pensions, jusqu'à la concurrence
 „ de 500 liv. (Aux voleurs!) Malgré cet usage, le
 „ maréchal de Ségur avoit parlé à sa majesté de la
 „ pension citée par le comité, et avoit eu son ap-
 „ probation : (au voleur!) c'est ce que la justice
 „ du roi lui fera certifier, si on juge à propos de
 „ le lui demander ; (au voleur!) et c'est peut-être
 „ ce qu'il falloit approfondir, avant d'accuser. »
 (Au voleur ! au voleur !)

Service des enfans de son altesse sérénissime
monseigneur le comte d'Artois. . . 230,850 l.

(Cela ne paroît guere sérénis-
sime au peuple.)

Gouverneurs des maisons roya-
les. 38,533

Ambassadeurs, ministres, rési-
dens, secrétaires, etc. 2,430 700

Commis et employés des bu-
reaux des affaires étrangères . . . 293,150

Dépenses annuelles, particu-
lières, indemnités POUR DIVERS
OBJETS. 449,762

Graces pécuniaires 131,124

Sur le fonds de l'hôtel des inva-
lides. 60,800

Pensions sur l'ordre de S. Louis.
J'ai remarqué dans le premier
article 54,000 liv. de pensions à
des valets pour avoir servi des
bambins morts à l'âge de deux ou
trois ans. 54,000

Dans le second, une pension
de 12,000 liv. à la femme d'un
fuyard. (Le ministre déclare ne
connoître aucunement les motifs
de cette pension.) 12,000

Il y auroit trop de réflexions à faire sur les

autres articles. J'y ai remarqué encore le même historiographe, encore la tribade, l'infâme POLIGNAC, encore des REVERSIBILITÉS, et toujours les mêmes monstres qui dévorent déjà les autres pensions pour des services qu'ils n'ont jamais rendus.

J'invite le peuple à se procurer ces listes oppressives; elles formeront une collection utile des infamies de nos ministres; elles l'éclaireront sur ses vrais intérêts, et le détermineront à s'opposer de toutes ses forces à ce brigandage ministériel, dont il a été si long-temps la victime, et que son illustre idole lui a pourtant caché avec tant de soin.

Équipée ministérielle.

Je croyois que nos mandataires provisoires à la commune étoient les seuls qui se permettoient des abus de pouvoir et d'autorité; mais les ministres s'en permettent de plus criminels encore. Le chancelier, garde des sceaux, vient de nous prouver jusqu'à quel point le chef de la justice est observateur des loix (1). Il s'est permis, tout

(1) Je ne pouvois pas m'imaginer comment les juges du châtelet avoient l'impudence de prévariquer aussi impunément; mais j'oubliois le proverbe qui dit : « tel maître, tels valets. »

récemment, d'écrire au sieur Drouin, procureur du roi en la sénéchaussée de Rennes, que, vu l'ancienneté des affaires des 26 et 27 janvier dernier, il croyoit à propos de faire ouvrir les portes au nommé Hélandais, détenu pour cette affaire atroce. Drouin, sans consulter son siège, a fait sortir cet accusé. Aussi-tôt qu'on en a été instruit, des cris d'improbation se sont généralement élevés; le peuple s'est mis en furie; la garde nationale et la jeunesse lui ont signifié de ne plus se montrer avec la cocarde nationale. La municipalité a arrêté de dénoncer le gardes-sceaux et Drouin à l'assemblée nationale, et d'écrire aux députés de la province, pour qu'ils eussent à solliciter le plus prompt jugement du massacre des 26 et 27 janvier dernier, fait par la noblesse bretonne à Rennes, états assemblés. Le présidial s'est réuni pour chasser son procureur du roi..... Il paroît qu'il y a plus de patriotes en Bretagne qu'à Paris: mais, est-ce qu'il n'y a pas de LANTERNE à Rennes?....

De l'Imprimerie de M A R A T.